



COMMUNE DE SAINT-JEAN-CAP-FERRAT

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt-trois, le trente mars à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Jean-François DIETERICH, Maire.

Date de convocation : 24 mars 2023

Présents (19) : M. Jean-François DIETERICH, Maire - M. Yvon MILON, Mme Chantal ROSSI, M. Philippe MARI, Mme Martine VAGNETTI, M. Jean-Paul ALLARI, Adjoints - M. Jean-Paul ARMANINI, M. Lucien RICHIERI, Mme Anne-Marie FARGUES, Mme Elisabeth KARNO, Mme Monique MORIN, Mme Nallidja MONCLUS, Mme Nadine BRAULT, M. Eric MEOZZI, Mme Michèle BOSSA, Mme Florence VIAL, M. Arnaud ALLARI, Mme Olivia CAVALLO, M. Enzo MAZZELLA, Conseillers Municipaux.

Pouvoirs : 0

Absents : 0

Secrétaire de séance : M. Enzo MAZZELLA.

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
19	19	19

OBJET : n°23/028 - Autorisation donnée à M. le Maire de déposer un dossier de concession pour la plage La Scaletta.

Monsieur le Maire indique que, dans le cadre de l'organisation d'une procédure de médiation, l'Etat, la SARL Paloma Beach et la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat ont signé, le 15 juin 2022, un protocole d'accord transactionnel dans le but de mettre fin au litige relatif à l'occupation des dépendances du domaine public maritime de la plage La Scaletta, à Saint-Jean-Cap-Ferrat. Cet accord de médiation a fait l'objet d'une homologation par le tribunal administratif de Nice, par une décision en date du 6 décembre 2022.

Le protocole définit les conditions et le cadre juridique auxquels sera subordonnée la nouvelle exploitation de la plage.

S'agissant du choix du concessionnaire, l'accord stipule que l'attribution de la concession de la plage par l'Etat à la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat implique que cette dernière demande à la métropole de Nice Côte d'Azur de renoncer au droit de priorité qu'elle détient de l'art. L. 2124-4 II al. 3 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Dans l'attente d'une prise de position expresse par la Métropole, il convient dès à présent de préparer le dossier de concession en vue de solliciter l'attribution de la concession de plage auprès des services de l'Etat.

Or, le dépôt de ce dossier de concession en préfecture doit être précédé d'une délibération du conseil municipal autorisant Monsieur le Maire à présenter cette demande au nom de la commune. Il est donc demandé au Conseil d'autoriser Monsieur le Maire à adresser au préfet le dossier au sens de l'article 2124-22 du CG3P en vue de l'attribution de la concession de la plage La Scaletta.

AR Prefecture

006-210601217-20230330-23_028-DE
Reçu le 07/04/2023

Où l'exposé de Monsieur le Rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité des votants présents,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à adresser au Préfet des Alpes-Maritimes le dossier au sens de l'article 2124-22 du CG3P en vue de l'attribution de la concession de la plage La Scaletta.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits et tous les membres présents ont signé au Registre.

Pour Extrait Conforme,

Le Secrétaire de séance,


Enzo MAZZELLA



Le Maire,


Jean-François DIFTERICH